# AGRICULTURE DES PAYS BRICS :

élargissement et approfondissement



CONTENU	
MOT D'INTRODUCTION	4
I. ÉLARGISSEMENT DE BRICS	6
II. VALEUR AJOUTÉE DE BRICS ÉLARGIS	8
SECTEUR MANUFACTURIER	10
MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES	14
POTENTIEL D'INVESTISSEMENT ET FINANCIER	17
POTENTIEL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE	19
SECTEUR DE LA CONSOMMATION	21
III. ANALYSE DES FACTEURS DE SYNERGIE	23
FACTEUR 1 : MODÈLES DE SYSTÈMES AGROALIMENTAIRES PLUS ORGANIQUES ET COMPLÉMENTAIRES	24
FACTEUR 2 : NOUVEAUX MODÈLES DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT (EXEMPLE)	25
FACTEUR 3 : NOUVEAUX HUBS STRATÉGIQUES POUR LE  COMMERCE ALIMENTAIRE	25
FACTEUR 4: PERSPECTIVES DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES ET DES INNOVATIONS	27
IV. ANALYSE DES NOUVEAUX DÉFIS POST-ÉLARGISSEMENT DE BRICS	29
DÉFI 1 : LES MODÈLES DE SYSTÈMES NATIONAUX DU COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL SONT À DIFFÉRENTS STADES DE DÉVELOPPEMENT	30
DÉFI 2 : DIFFÉRENTS NIVEAUX DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE NUTRITION	32
DÉFI 3 : DIFFÉRENCES DANS LES NORMES ALIMENTAIRES AU NIVEAU NATIONAL	34
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	35

# **BRICS**



#### MOT D'INTRODUCTION

En août 2021, à l'approche du XIIIe sommet de BRICS à New Delhi, un plan d'action de la coopération des pays membres dans le domaine de l'agriculture pour la période 2021-2024 a été adopté. L'objectif de ce plan est de favoriser l'échange de connaissances et d'expériences en matière de recherche et développement agricoles.

En janvier 2024, l'Égypte, l'Iran, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Éthiopie ont rejoint les BRICS. De plus, le statut de demandeur a été attribué à dix-huit autres pays, tandis que quatorze États sont en train de finaliser leur candidature.

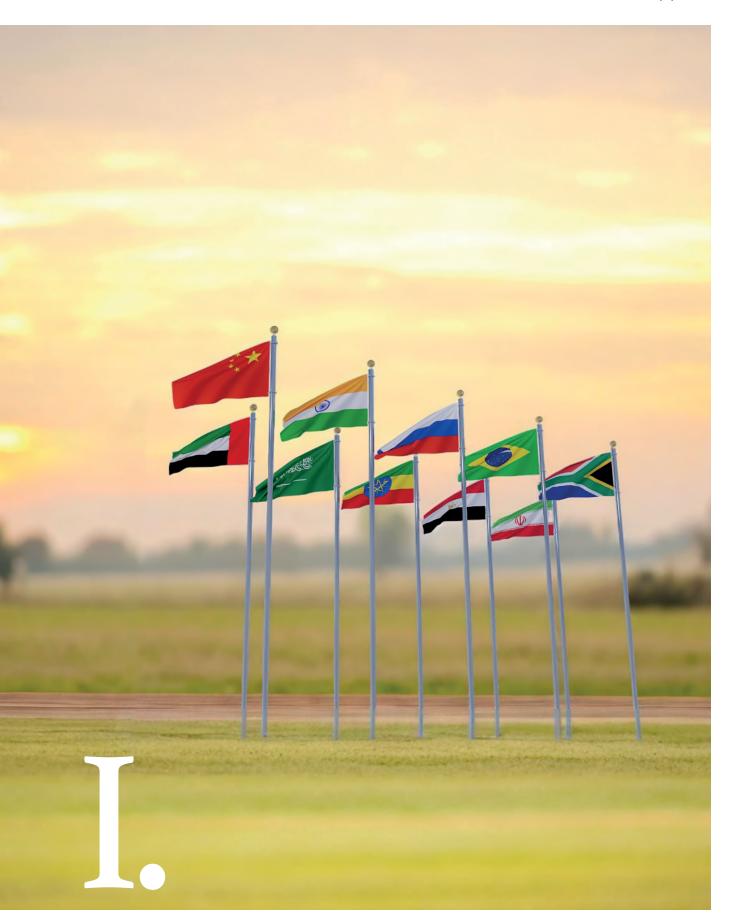
Le BRICS représentent non seulement une plateforme internationale plus diversifiée pour la formulation et la promotion conjointe des priorités en matière d'agenda agro-alimentaire mondial, mais également un poids et un potentiel croissants dans le système de sécurité alimentaire mondial. De plus, des incitations supplémentaires se font jour pour rapprocher une grande variété de pays du Sud global. D'autant plus qu'actuellement, le BRICS représentent 42 % des ressources forestières, 29 % des captures de poisson, 31 % des terres agricoles, 36 % des terres cultivées et 35 % des réserves d'eau douce dans le monde. La part de BRICS dans la production mondiale de blé est de 48 %, de maïs de 39 % et de riz de 55 %.

Dans ce contexte, la nécessité d'une révision radicale de la stratégie à long terme de BRICS en matière de sécurité alimentaire et de politique agricole devient pressante, y compris pour le Plan d'action de quatre ans sur l'agriculture de BRICS, qui arrive à échéance en 2024. La stratégie de BRICS en matière de politique alimentaire et agricole peut devenir véritablement efficace et réussie si elle se fonde sur des objectifs et priorités plus intégrés et globaux, dépassant les échanges bilatéraux de produits agricoles, ainsi qu'un dialogue ouvert et constructif concernant les éventuels aspects « problématiques », en impliquant des experts du secteur agrobusiness, des instituts de recherche, ainsi que des institutions innovantes et technologiques.

Avec l'arrivée de nouveaux pays participants possédant divers modèles agro-alimentaires, une synergie pour une coopération mutuellement bénéfique au sein du bloc peut se développer, notamment dans le domaine du commerce des produits agricoles, des matières premières agricoles (incluant les engrais et les aliments pour animaux), ainsi que des vaccins pour le secteur de l'élevage. Dans ce rapport, les experts de l'Institute de Chine et d'Asie moderne de l'Académie des sciences de Russie et du CNC présentent une analyse du potentiel agro-alimentaire des pays membres de BRICS, un aperçu des défis clés, des différences, des synergies potentielles et des axes de coopération future.

Kirill Babaev, Président du CNC, Directeur de l'Institute de Chine et d'Asie moderne de l'Académie des sciences de Russie





ÉLARGISSEMENT DE BRICS

Depuis janvier 2024, cinq nouveaux membres ont rejoint le BRICS: l'Égypte, l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et l'Arabie saoudite. Dans la configuration élargie de BRICS, l'alliance représente une plateforme internationale plus diversifiée, ouvrant de nouvelles opportunités pour formuler et promouvoir des priorités communes sur les scènes internationales concernant l'agenda agroalimentaire mondial. En parallèle, de nouveaux incitatifs apparaissent pour rapprocher les intérêts des milieux d'affaires, académiques et scientifiques, notamment ceux de l'agrobusiness et de l'agrotech, dans ce nouveau format d'interaction au sein de ce bloc d'intégration, tenant compte de l'intérêt croissant d'un grand nombre de pays du Sud global pour y participer.

Avec l'élargissement de BRICS lancé en 2024, le poids et le potentiel de ce bloc dans le système mondial de sécurité alimentaire augmentent objectivement, et de nouveaux facteurs de synergie et de complémentarité des systèmes agroalimentaires nationaux émergent. Ces facteurs doivent être analysés à travers tout le spectre de la coopération – du potentiel de commerce agricole et des marchés agricoles, à l'établissement de nouvelles chaînes de valeur alimentaires globales et régionales, en passant par le potentiel d'investissement et financier du complexe agro-industriel (y compris le passage aux paiements en monnaies nationales), ainsi que la collaboration croissante dans le domaine des sciences et des recherches, des technologies et des innovations, et enfin des questions fondamentales pour tous les pays du BRICS, telles que l'harmonisation des normes alimentaires et vétérinaires et de la législation douanière, garantissant une alimentation de qualité et saine.

La valeur ajoutée du nouveau BRICS élargi réside également dans ses capacités d'influence et de positionnement sur des plateformes internationales spécialisées, où cette alliance peut désormais adopter des positions communes plus solides sur des questions actuelles de sécurité alimentaire et de politique agricole. En même temps, il convient de reconnaître que l'élargissement de BRICS entraîne des défis supplémentaires. L'arrivée de nouveaux membres complique l'harmonisation des intérêts nationaux entrelacés, parfois opposés, dans le domaine sensible de la sécurité alimentaire.

Compte tenu de la diversité considérable des structures et des potentiels des systèmes agroalimentaires nationaux des nouveaux membres, il devient difficile d'atteindre un consensus sur des questions aiguës et d'actualité de la politique agricole moderne, y compris les restrictions à l'exportation, les principes de subvention de l'agriculture, les normes alimentaires, la politique des prix, etc.

Dans ce contexte, il devient urgent de réviser en profondeur la stratégie à long terme du BRICS en matière de sécurité alimentaire et de politique agricole, y compris le Plan d'action quadriennal de BRICS sur l'agriculture, qui expire en 2024. La stratégie du BRICS en matière de politiques alimentaires et agricoles pourrait être réellement efficace et réussie à condition de formuler des objectifs et des priorités plus intégrateurs et globaux, dépassant le cadre des échanges bilatéraux de produits agricoles, ainsi qu'en s'appuyant sur un dialogue ouvert et constructif concernant les aspects problématiques éventuels, en impliquant des experts du secteur agroalimentaire, des instituts de recherche, d'innovation et de technologie.



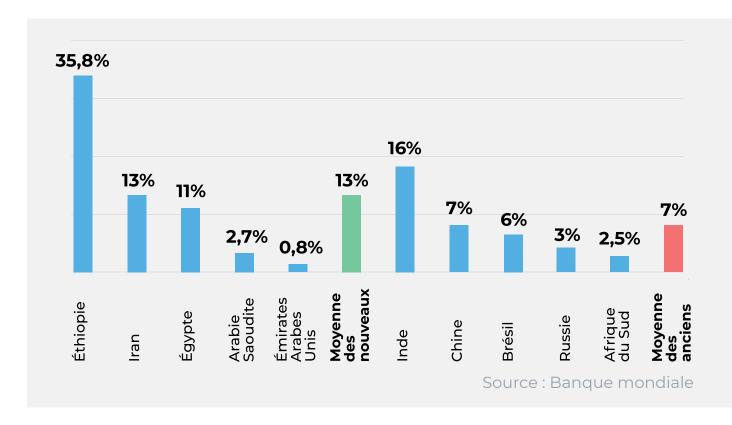
VALEUR AJOUTÉE DE BRICS ÉLARGIS

Avec l'élargissement de BRICS, pour évaluer pleinement la nouvelle configuration et son rôle dans le système agroalimentaire mondial, il est important d'analyser le potentiel mis à jour de cette alliance selon un éventail aussi large que possible d'indicateurs clés dans le domaine de la production alimentaire et des marchés des matières premières agroalimentaires, des ressources clés du complexe agro-industriel (y compris les ressources halieutiques, forestières, environnementales et en eau), ainsi que des marchés de consommation, des flux d'investissement et du capital de recherche dans le secteur agricole.

Une analyse comparative initiale de la part du secteur agricole (incluant l'agriculture, la pêche et la foresterie) dans le PIB national parmi les anciens et nouveaux membres de BRICS indique un renforcement significatif du composant agricole dans les économies nationales de BRICS après l'élargissement. Parmi les nouveaux membres du BRICS, l'Éthiopie (36 %), l'Iran (13 %) et l'Égypte (11 %) dépassent considérablement de nombreux anciens membres en termes de part du secteur agricole dans le PIB national. Par exemple, avant l'élargissement, la part moyenne du secteur agricole dans le PIB des cinq principaux participants au BRICS était de 7 %, alors qu'après l'élargissement, elle a augmenté à 13 %.

FIG. 1.

PART DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE, Y COMPRIS L'AGRICULTURE, LA PÊCHE ET LA SYLVICULTURE, DANS LE PIB NATIONAL (2022)



Bien que l'augmentation de la part du secteur agricole dans le PIB national de BRICS soit un indicateur important, elle n'est pas suffisante pour comprendre l'ensemble et l'objectivité des conséquences de l'élargissement de l'alliance en termes de valeur ajoutée et de potentiel de BRICS dans le domaine agroalimentaire.



## SECTEUR MANUFACTURIER

L'analyse du secteur de production de BRICS après l'élargissement révèle deux tendances notables. D'une part, on observe une augmentation significative du potentiel de BRICS en termes de valeur de la production agricole, principalement grâce à l'Iran. Téhéran se classe aujourd'hui cinquième au monde en matière de valeur de la production agricole, après la Chine (1,6 milliard de dollars), l'Inde (500 millions de dollars), les États-Unis (474 millions de dollars) et le Brésil (220 millions de dollars). La valeur de sa production agricole a augmenté de plus de dix fois entre 1991 et 2022, passant de 17 millions de dollars à 188 millions de dollars. De plus, l'Égypte (37 millions de dollars) et l'Arabie saoudite (24 millions de dollars) figurent parmi les 30 principaux pays selon cet indicateur.

D'autre part, il n'y a pas eu de changements radicaux dans les volumes de production des principaux produits alimentaires. Après l'intégration de cinq nouveaux pays au sein de BRICS, on constate une légère variation du potentiel de production de l'ordre de 1 à 3 %. La production de blé est la plus significative. Grâce à l'ajout de nouveaux membres, la part cumulée de BRICS dans la production mondiale de blé a augmenté de 45 % à 48 %, principalement grâce aux potentiels de l'Iran et de l'Égypte. La part de BRICS dans la production mondiale de maïs et de riz a enregistré une augmentation non significative,

La valeur de la production agricole est calculée selon la méthodologie du Département des statistiques de la FAO, sur la base des données de production des produits primaires du secteur de production et des données des prix à la consommation. La valeur (coût) des produits d'élevage est calculée sur la base de la production et de la vente de viande brute (non transformée).

de l'ordre de 1 %. Sur le marché du maïs, la part de BRICS a augmenté de 38 % à 39 % de la production mondiale, principalement grâce aux potentiels de l'Éthiopie et de l'Égypte, tandis que sur le marché du riz, elle est passée de 54 % à 55 %, principalement à l'initiative de l'Égypte.

Sur le marché de l'élevage, la part de BRICS dans les principales catégories de production de viande et de lait a augmenté de 2 %, passant de 42 % à 44 % du marché mondial, surtout grâce à l'Égypte, à l'Iran et, en partie, à l'Arabie saoudite. De plus, dans la production de poulet, les nouveaux membres de BRICS ont ajouté 5 %, augmentant leur part de 67 % à 72 % de la production mondiale. Pour ce qui est de la production de lait cru, la part de BRICS sur le marché mondial a augmenté de 3 %, passant de 35 % à 38 %, principalement grâce à la contribution de l'Iran et de l'Égypte.

TAB. 1.

ANALYSE COMPARATIVE DU POTENTIEL DE BRICS EN MATIÈRE DE PRODUCTION DES PRINCIPALES DENRÉES ALIMENTAIRES EN 2022 (MILLIONS DE TONNES)

PAYS	BLÉ	MAÏS	RIZ	ELEVAGE	POULET	LAIT CRU	
Production mondiale	808	1200	776	352	123	929	
Chine	138	277	210	92	56	41	
Inde	107	34	196	10	4,9	213	
Russie	104	15	1	11,6	5,3	33	
Brésil	10	109	10	29	14	36	
Afrique du Sud	2	16	0,1	3,5	1,9	4	
Anciens participants BRICS	361	451	417	146	82,1	327	
Iran	10	0,3	1,5	2,3	2,1	8,3	
Égypt	9,7	7,5	5,8	3,2	2,5	5,4	
Éthiopie	7	10	0,2	0,7	0,4	4,4	
Arabie Saoudite	0,8	0,5	Ο	1,3	1,1	2,7	
Émirates Arabes Unis	0	2,3	Ο	0,1	Ο	0	
Nouveaux participants BRICS	30	20,6	7,5	7,6	6,1	20,8	tat
BRICS (total)	391	472	425	154	88,2	349	Source: FAO Stat
BRICS (total) en %	48%	39%	55%	44%	72%	38%	Source



Il est intéressant de noter que, dans la structure de l'Égypte et de l'Iran, qui détiennent la plus grande part réelle de la production agricole parmi les nouveaux membres de BRICS, la majeure partie de la production alimentaire dans ces pays est destinée à satisfaire la demande intérieure croissante et est donc affectée aux besoins internes. Cela signifie qu'en moyenne, le potentiel d'exportation du secteur agricole de BRICS a augmenté après l'élargissement, mais cette hausse est moins significative que celle de la production. Cependant, pour certaines catégories d'exportation alimentaire, la part réelle de BRICS a considérablement augmenté. Par exemple, l'Iran est un important fournisseur mondial de fruits secs et de noix, contrôlant 5 % du marché mondial d'exportation dans ces deux segments.

D'autre part, avec l'intégration des nouveaux membres dans le BRICS, le volume total des importations alimentaires de cette alliance a crû de manière significative, principalement grâce à l'Égypte ainsi qu'à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, qui achètent une part significative de leur nourriture sur les marchés étrangers et agissent comme des importateurs nets de nourriture pour plusieurs catégories de produits. Sous cet angle, la création de conditions favorables pour une synergie naturelle et mutuellement bénéfique entre les « anciens » membres de BRICS, possédant un potentiel de production significatif dans les principales cultures céréalières et les produits laitiers, et les nouveaux membres, axés sur un import alimentaire stable et fiable en tant que garantie de la sécurité alimentaire nationale, peut devenir un enjeu commun important pour les participants au BRICS à moyen terme.

TAB. 2.

ANALYSE COMPARATIVE DU POTENTIEL DE BRICS CONCERNANT LES RÉSERVES FOR-ESTIÈRES, HALIEUTIQUES, FONCIÈRES ET EN RESSOURCES EN EAU EN 2022.

PAYS	Ressources forestières (millions d'hectares)	Ressources halieu- tiques – volume de captures de poissons (millions de tonnes par an)	Terrains agricoles (millions d'hectares)	Terres arables (millions d'hectares)	Réserves d'eau douce (milliards de mètres cubes)	
Production mondiale	4000	92	4800	1383	42	
Russie	815	4,9	215	121	4,3	
Brésil	496	0,9	223	55	5,7	
Chine	220	13	521	108	2,8	
Inde	72	5,5	179	155	1,5	
Afrique du Sud	17	0,5	96	12	0,05	
Anciens participants BRICS	1600	24,8	1234	456	14,35	
Iran	10	0,8	47	16	О,1	
Égypt	45	0,5	4	3	0	
Éthiopie	17	0,1	39	16	0,1	ter
Arabie Saoudite	1	0,1	174	3	0	bal Wa
Émirates Arabes Unis	0,3	0,1	0,3	1	0	e of Glo 22, Worl
Nouveaux participants BRICS	73	1,6	264	39	0,2	tat, Stat
BRICS (total)	1673	26,4	1500	495	14,55	Source: FAO Stat, State of Global Water Resources Report-2022, World Bank
BRICS (total) en %	42%	29%	31%	36%	35%	Source Resour

Enfin, avec l'élargissement de BRICS, il convient de souligner une augmentation significative du potentiel des ressources humaines engagées dans le complexe agro-industriel. En particulier, dans l'ancien format de BRICS, la part moyenne de la population employée dans l'agriculture était de 20 %, tandis que le chiffre le plus élevé appartenait à l'Inde (43 %). Parmi les cinq nouveaux membres de BRICS, cette moyenne atteint 22 %, avec une proportion de 63 % en Éthiopie.

Il est évident qu'il serait incorrect de comparer ces indicateurs en valeurs absolues compte tenu des différences démographiques, ainsi que des niveaux de productivité et d'efficacité variés du secteur agricole. Toutefois, cet indicateur est extrêmement important d'un point de vue social, car l'emploi dans l'agriculture fournit, dans ces pays, des moyens de subsistance et des sources d'emploi pour les ménages.



# MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES

L'accroissement du potentiel de BRICS en matière de production de matières premières pour le secteur agricole, y compris les engrais, les semences et les grains fourragers, revêt une importance primordiale pour le positionnement de cette alliance dans le secteur agricole, englobant la production agricole et les marchés. L'analyse des conséquences de l'élargissement de BRICS en ce qui concerne le renforcement du potentiel de cette alliance sur le marché mondial de la production d'engrais montre un tableau contrasté.

Par exemple, la part de BRICS dans la production mondiale d'engrais potassiques est principalement assurée par les capacités de production de la Russie et de la Chine, représentant 26 %, et, avec l'adhésion de nouveaux membres, cette part n'a pratiquement pas augmenté. En revanche, la part de l'élargissement de BRICS dans la production d'engrais azotés et phosphatés à l'échelle mondiale a augmenté de 8 % et 5 % respectivement, atteignant 51 % et 59 % de la production mondiale.

Pour les engrais azotés, cela a été favorisé par les capacités de l'Égypte, de l'Iran et de l'Arabie saoudite, qui figurent parmi les dix principaux producteurs d'engrais azotés, tandis que pour les engrais phosphatés, cela concerne principalement l'Arabie saoudite et, dans une certaine mesure, l'Égypte. En ce qui concerne la production de grains fourragers, la Chine, le Brésil, l'Inde et la Russie occupent ensemble 33 % du marché mondial et font partie des dix principaux pays producteurs. Avec l'ajout de nouveaux pays membres au BRICS, ce potentiel a augmenté de 2 %, grâce à la contribution de l'Iran et de l'Égypte.

TAB 3.

ANALYSE COMPARATIVE DU POTENTIEL DE BRICS EN MATIÈRE DE PRODUCTION D'ENGRAIS ET D'ALIMENTS POUR ANIMAUX, 2022

PAYS	Engrais azotés (millions de tonnes par an)	Engrais potassiques (en millions de tonnes par an)	Phosphatés engrais (mil- lions de tonnes par an)	Céréales fourragères (en millions de tonnes par an)	
World total	117	43	46	1300	
Russie	9,4	5	4	36	
Brésil	0	0,2	2	83	
Chine	28	6	14	263	
Inde	13	0	4,7	53	
Afrique du Sud	0	0	0,2	О	
Anciens participants BRICS	50,4	11,2	24,9	435	
Iran	2,8	0	0	13	
Égypt	3,4	0	0,4	7	
Éthiopie	0,4	0	0,2	Ο	
Arabie Saoudite	2,8	0	1,7	Ο	
Émirates Arabes Unis	Ο	0	0	0	
Nouveaux participants BRICS	9,4	0	2,3	20	
BRICS (total)	59,8	11,2	27,2	455	Source: FAO Stat
BRICS (total) en %	51%	26%	59%	35%	Source:

En ce qui concerne la production et l'exportation de semences, compte tenu de la domination traditionnelle des entreprises américaines et européennes dans ce domaine, le BRICS ne disposent pas d'un avantage significatif. Cependant, en termes de perspectives de commerce intérieur au sein de BRICS, de nouvelles initiatives pourraient être mises en œuvre pour établir une coopération internationale entre les principaux exportateurs de semences au sein de BRICS (Russie, Inde et Chine) et les grands importateurs parmi les nouveaux membres récemment intégrés (Égypte, Arabie saoudite, Émirats arabes unis).

TAB. 4.

ANALYSE COMPARATIVE DES PRINCIPAUX EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS DE SEMENCES DANS LE CADRE DE BRICS+ (2020).

	Top BRICS Exportateurs	Volume d'exportation annuelle (Ton métrique)	Top Brics Importateurs (Nouveaux entrants uniquement)	Volume d'exporta- tion annuelle (Ton de métrique)
	Russie	220 000	Égypt	114 000
	Inde	85 000	Arabie Saoudite	47 000
	Chine	38 000	Émirates Arabes Unis	24 000
	Global BRICS Exportateur		Global Brics Importateurz	
ion	Pays-Bas	1 137 000	Belgique	1 427 000
eed Corporat	France	820 000	Italie	829 000
Source: International Seed Corporation	États-Unis	530 000	Pays-Bas	726 000
Source: Int	World total	7 264 000	World total	7 502 000



# POTENTIEL D'INVESTISSEMENT ET FINANCIER

Dans un contexte mondial, au cours de la dernière décennie (2013-2023), en raison de divers facteurs, on observe une réduction substantielle des volumes et de la géographie des investissements directs étrangers dans le secteur agricole (y compris l'agriculture, la pêche et la foresterie), ce qui coïncide avec la tendance générale à la diminution des volumes d'investissements directs étrangers. Par ailleurs, le secteur agricole est traditionnellement sous-estimé par les investisseurs et attire beaucoup moins d'investissements que des secteurs tels que l'énergie, la finance, les technologies, la construction, etc.

Au niveau mondial, les pays de BRICS ne présentent pas de résultats impressionnants, car la majorité des investissements directs étrangers dans l'agro-industrie, en plus des grands pays industriels, se dirigent actuellement vers des pays en développement dynamique de la région Asie-Pacifique (Indonésie, Vietnam). Parmi les pays de BRICS, le leader en matière d'attraction des investissements directs étrangers dans le secteur agricole est le Brésil (600-700 millions de dollars par an), suivi de l'Égypte (20 millions de dollars par an), qui se classe dans la troisième dizaine de pays au monde selon cet indicateur. Dans le même temps, la Chine est le premier investisseur étranger dans le secteur agricole au sein de BRICS (800-900 millions de dollars par an), suivie par l'Inde (200-300 millions de dollars par an).

Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, en tant que nouveaux acteurs dynamiques sur le marché des investissements directs étrangers, surtout sur le continent africain, n'investissent pas encore activement dans le secteur agricole des pays en développement, et il existe donc un potentiel de croissance considérable à réaliser. Ces deux nouveaux membres de BRICS allouent actuellement chaque année environ 18 à 24 millions de dollars à divers objectifs en tant qu'investissements externes dans l'économie d'autres pays, ce qui reste significativement inférieur aux ressources financières allouées par les principaux pays occidentaux, qui s'élèvent en moyenne à 50-100 millions de dollars par an.

Un autre point de croissance potentiel, après l'élargissement de BRICS, est le rôle des Émirats arabes unis et de l'Arabie saoudite en tant que nouvelles puissances attractives pour les investissements étrangers, dont une partie pourrait être dirigée vers le financement de projets dans le secteur agricole, créant ainsi de nouveaux moteurs de croissance pour des projets innovants, écologiques et de haute technologie au sein du format BRICS.

Ces deux pays, compte tenu de la limitation de leurs ressources naturelles et humaines nécessaires pour garantir la souveraineté alimentaire, s'attaquent à cette problématique par l'intégration de technologies modernes de gestion durable des ressources terrestres et en eau, ainsi que par la robotisation de l'agriculture. Il n'est donc pas surprenant qu'à la fin de l'année 2023, les Émirats aient occupé la deuxième place mondiale après les États-Unis en termes d'attraction d'investissements directs étrangers destinés au financement de projets dans le domaine de l'économie verte. Le volume total de ces investissements a dépassé 15 milliards de dollars (en hausse de 36 % par rapport à l'année précédente). Fait notable, Dubaï a conservé sa position de ville leader au monde en matière d'attraction d'investissements verts, devançant Singapour et Londres.

Dans ce contexte, les partenaires de BRICS que sont l'Inde, la Chine et l'Arabie saoudite occupent respectivement la deuxième, la cinquième et la sixième place parmi les principaux investisseurs dans des projets d'économie verte aux Émirats, leur part totale s'élevant à 5,3 milliards de dollars, soit plus de 30 % de tous les revenus. Cependant, une analyse sectorielle des investissements montre que, malgré ces réalisations, seule une très petite partie des investissements directs étrangers dans l'économie verte des Émirats est dirigée spécifiquement vers le secteur agricole. Leur part principale s'accumule dans le secteur pétrolier et gazier (2,6 milliards de dollars), les services commerciaux (1,8 milliard de dollars), les énergies renouvelables (1,5 milliard de dollars), la production de véhicules électriques (1,5 milliard de dollars), ainsi que dans les domaines des technologies de l'information, des télécommunications, de l'aérospatial et de la logistique. Même une légère réorientation de ces flux d'investissements en provenance de l'Inde, de la Chine et de l'Arabie saoudite vers le secteur agroalimentaire pourrait entraîner des changements structurels significatifs dans le cadre de la coopération au sein de BRICS.

Outre les investissements directs étrangers, que de nombreux pays de BRICS commencent à évaluer négativement en raison des opportunités offertes aux multinationales occidentales de s'imposer sur les marchés nationaux, en par-

ticulier dans le secteur sensible de l'agriculture, un indicateur important est le volume de financements destinés au développement. Contrairement aux investissements ciblés axés sur le profit et le gain commercial des corporations internationales ou régionales, le financement pour le développement (finance for development, FDA) comprend divers modèles de prêts et d'emprunts pour les exploitations agricoles, y compris les microcrédits, qui circulent dans le secteur agricole par l'intermédiaire d'institutions financières internationales, de banques de développement mondiales et régionales, d'organisations spécialisées des Nations unies et d'autres partenaires.

À cet égard, les nouveaux pays de BRICS sont sans aucun doute des leaders – l'Égypte attire en moyenne 2 milliards de dollars par an de financements pour le développement du secteur agricole, et l'Éthiopie, 400 millions de dollars par an. À part cela, l'Iran se distingue dans les processus d'investissement dans le secteur agricole parmi les nouveaux pays de BRICS, car, en raison des sanctions internationales actuelles, il est pour l'instant isolé des flux mondiaux et régionaux de ressources financières et d'investissement pour le développement, mais il possède sans aucun doute un potentiel intérieur important compte tenu de ses ressources agricoles et, en particulier, de ses capacités de production (cinquième pays au monde en termes de valeur de production agricole).



# POTENTIEL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'un des indicateurs les plus importants du potentiel de recherche scientifique des pays dans le secteur agricole est le montant de leurs dépenses en recherche et développement (R&D) dans ce secteur. Selon les données des Nations unies, ce type d'investissement génère le retour le plus efficace et rentable parmi toutes les activités d'investissement dans l'agriculture.

En termes de dépenses en recherche et développement (R&D) dans le secteur agricole parmi les pays de BRICS, les "anciens participants" – la Chine, l'Inde et le Brésil – fixent traditionnellement le ton de leadership. Au cours de la dernière décennie, la Chine a considérablement augmenté ses dépenses en R&D agricole, passant de 1,3 milliard à 6,6 milliards de dollars. À l'issue de l'année 2022, la Chine est devenue le premier pays au monde dans ce domaine, devançant les États-Unis, l'Inde et le Brésil, dont les dépenses cumulées s'élevaient à 5,6 milliards de dollars. Dans ce contexte, le Brésil et l'Inde occupent respectivement la troisième et la quatrième place en matière de dépenses en R&D dans le secteur agricole au niveau mondial.

Au total, la Chine, le Brésil et l'Inde représentent 15 % des dépenses mondiales en R&D agricole, qui s'élèvent à environ 70 milliards de dollars par an. Cependant, les dépenses des pays en développement dans ce domaine ne dépassent pas 2 %. Dans l'ancien format de BRICS, la Russie et l'Afrique du Sud sont pour l'instant à la traîne en matière de dépenses. Par exemple, la Russie consacre chaque année environ 30 à 40 millions de dollars à la R&D agricole, tandis que l'Afrique du Sud en consacre 130 millions.

Les nouveaux pays membres de BRICS, même des économies en plein essor comme les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, sont nettement en retard par rapport aux leaders mondiaux dans ce domaine. Cet écart est significatif, malgré le fait que les pays à développement intermédiaire aient considérablement augmenté leur part d'attributions pour soutenir les travaux de recherche dans le secteur agricole ces dernières années, notamment des pays asiatiques comme le Vietnam et l'Indonésie.

Cependant, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pourraient, dans un avenir proche, devenir de nouveaux hubs d'investissement de BRICS dans le domaine de la recherche scientifique et du développement agricole. En particulier, l'Arabie saoudite augmente chaque année ses investissements dans les technologies durables et vertes en agriculture. À cet effet, un Centre national pour la recherche et le développement agricole durable a été créé dans le royaume, réalisant des projets de recherche ambitieux et à grande échelle sur les gaz à effet de serre et l'agriculture verticale.

Dans le secteur privé, l'Arabie saoudite met en œuvre des projets agricoles innovants visant à une production alimentaire durable, tels que Neom Food, AeroFarms et Red Sea Farms. Enfin, le Fonds de développement agricole d'Arabie saoudite a approuvé un plan d'investissement de 1 milliard de dollars pour la période 2024-2025 et prévoit d'utiliser une partie de ces fonds pour financer des recherches scientifiques expérimentales.



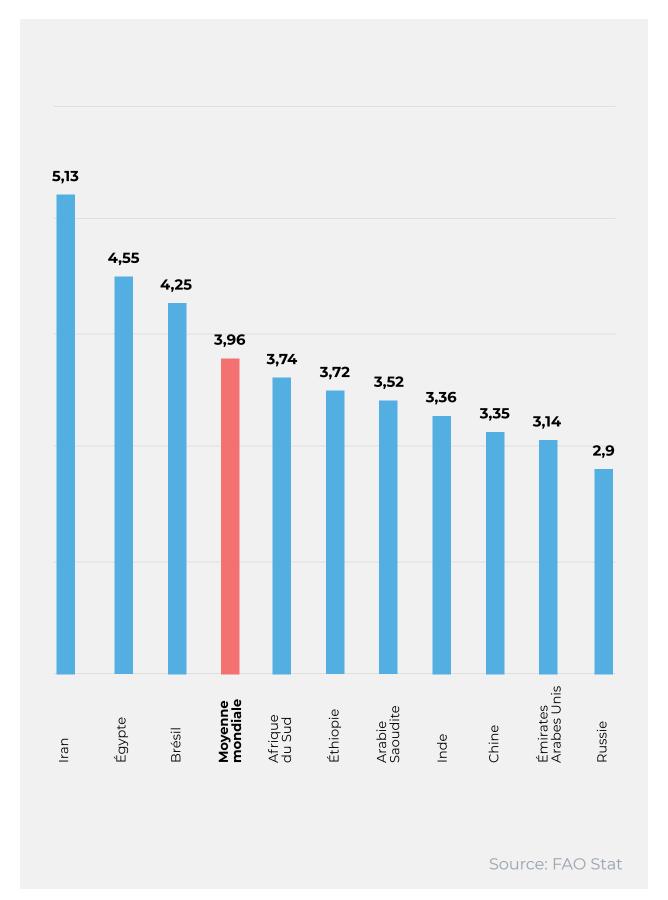
## SECTEUR DE LA CONSOMMATION

Dans le domaine de la consommation alimentaire, l'adhésion de nouveaux pays complique évidemment le système d'harmonisation et de coordination des politiques et approches de BRICS en matière de normes alimentaires et vétérinaires, notamment en prenant en compte les différences dans le système nationale de certification et les différents modèles de financement de la consommation alimentaire à l'échelle nationale. L'un des indicateurs les plus importants à cet égard est le coût d'une alimentation saine en parité de pouvoir d'achat (PPA), qui est influencé par divers facteurs de production, de commerce et d'investissement, ainsi que par les changements climatiques, et qui impacte directement les possibilités d'accès économique de la population des pays de BRICS à des aliments de qualité et sains.

Parmi les nouveaux membres de BRICS, l'Iran et l'Égypte affichent les coûts les plus élevés pour une alimentation saine, s'élevant respectivement à 5,13 et 4,55 dollars par personne et par jour, ce qui dépasse la moyenne mondiale (3,96 dollars par jour). Le coût élevé de la production alimentaire dans ces pays est dû, en plus des facteurs économiques (les deux pays étant des importateurs nets de plusieurs types clés de produits agricoles), à l'impact croissant des catastrophes climatiques et à la faible résilience des systèmes agroalimentaires nationaux face à ces nouveaux défis. Étant donné la taille du PIB national et le niveau de développement économique, la population de ces pays est considérablement limitée dans ses possibilités d'accès à une alimentation saine. À cet égard, la Russie se classe au premier rang avec 2,9 dollars par personne et par jour, suivie des Émirats arabes unis et de la Chine.

FIG. 2.

COÛT D'UNE ALIMENTATION SAINE PAR PERSONNE EN DOLLARS AMÉRICAINS PAR JOUR, SELON LA PPA, DANS LES PAYS DE BRICS.





# ANALYSE DES FACTEURS DE SYNERGIE

L'élargissement de BRICS et la création d'une structure de production, de commerce et de consommation alimentaire plus diversifiée et variée ont objectivement conduit à l'émergence de nouveaux facteurs susceptibles de stimuler à moyen et long terme la synergie entre les anciens et les nouveaux membres de BRICS et de créer une base pour établir un partenariat plus solide et stratégique dans le domaine agroalimentaire.

#### FACTEUR 1

#### Modèles de systèmes agroalimentaires plus organiques et complémentaires

Dans le cadre de l'espace en expansion de BRICS, une coalition de pays plus équilibrée et diversifiée, avec des intérêts complémentaires et des points de contact, se forme. Dans l'ancien format, du point de vue du potentiel agricole, le BRICS représentaient avant tout une puissante alliance de ressources et de production de États disposant d'un fort niveau de souveraineté alimentaire nationale et d'une influence significative sur les marchés mondiaux agricoles.

Aujourd'hui, avec l'émergence de nouveaux pays membres ayant différents modèles agro-alimentaires, une synergie peut se créer pour une coopération mutuellement bénéfique au sein même du bloc - en particulier dans le contexte de l'augmentation du commerce des produits agricoles, des matières premières agricoles (y compris les engrais et les aliments pour animaux) et des vaccins pour l'élevage. Cette synergie pourrait à terme conduire à la formation de chaînes d'approvisionnement stables et durables au sein de BRICS.

Par exemple, l'Égypte, les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite agissent en tant que grands importateurs nets de produits alimentaires, y compris le blé et les produits laitiers, que des exportateurs majeurs comme la Russie, le Brésil et la Chine sont capables de fournir. De plus, il existe un potentiel considérable pour l'expansion du commerce bilatéral et multilatéral agro-alimentaire.

En retour, la Chine exporte une grande partie de sa nourriture vers les États-Unis, le Japon et les pays voisins de la région Asie-Pacifique, tandis que le commerce alimentaire avec les Émirats Arabes Unis et l'Afrique du Sud ne dépasse pas 200-250 millions de dollars par an, tandis qu'avec l'Arabie Saoudite et l'Inde, il varie entre 100 et 150 millions de dollars par an. L'établissement d'une coopération dans le domaine vétérinaire et phytosanitaire pourrait également devenir prometteur, où des pays comme l'Éthiopie, l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Iran ont besoin de vaccins modernes et de qualité pour l'industrie de l'élevage, que la Russie et la Chine peuvent fournir.

#### FACTEUR 2

#### Nouveaux modèles de financement et d'investissement (exemple)

Une autre direction prometteuse pour la synergie au sein de BRICS élargis pourrait être le financement mutuel de projets d'agriculture et de travaux de recherche, ainsi

que l'échange de technologies et d'innovations.

Le BRICS, par le biais de mécanismes financiers propres ou affiliés (nouvelle banque de développement, Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures), sont capables d'offrir de nouvelles formes d'investissement innovantes dans le secteur agro-alimentaire des pays pauvres, en opposition à l'aide traditionnelle des donateurs, qui tend à disparaître par les canaux de l'Aide publique au développement (APD).

D'une part, l'adhésion des Émirats Arabes Unis en tant que nouvel acteur financier majeur augmente le soutien financier pour les projets des institutions de développement de BRICS y compris dans le secteur agro-alimentaire (compensant ainsi la dominance du capital chinois). De plus, cela ouvre des opportunités pour attirer des mécanismes financiers arabes, tels que la Banque islamique de développement et le Fonds souverain de richesse des Émirats, pour soutenir les initiatives de BRICS.

D'autre part, l'adhésion de pays comme l'Égypte et l'Éthiopie crée des conditions propices au financement pilote de projets de développement agro-alimentaire sous l'égide de BRICS en Afrique, sur une base d'égalité, en mettant l'accent sur les priorités nationales, y compris la création de capacités de production locale, de potentiel scientifique et d'infrastructures, ainsi que de chaînes agro-alimentaires locales à cycle complet – en opposition à l'aide inefficace des donateurs par le biais de l'Aide publique au développement (APD). Ce type d'investissement, s'il atteint un niveau de rentabilité suffisant, contribuera à établir et à formaliser de nouveaux mécanismes de financement international des systèmes agro-alimentaires sous l'égide de BRICS.

#### FACTEUR 3

#### Nouveaux hubs stratégiques pour le commerce alimentaire

La nouvelle configuration de BRICS ouvre des opportunités pour un positionnement stratégique et la création d'un réseau intégré de hubs régionaux pour un commerce plus coordonné et harmonisé des denrées alimentaires, ainsi que des matières premières agricoles, y compris les engrais, les semences et les vaccins. Un tel réseau pourrait, à terme, jouer un rôle stabilisateur important dans l'assurance de fournitures alimentaires stables et durables, protégées par le « parapluie » de BRICS face aux menaces de mesures restrictives unilatérales et de sanctions dans le secteur alimentaire, comme pratiquées par les pays occidentaux. Plusieurs prérequis existent pour une telle synergie.

Tout d'abord, l'Iran, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, compte tenu de leur position géoéconomique, sont potentiellement des hubs clés pour assurer le commerce agro-alimentaire dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, ainsi que pour le transit des flux commerciaux d'Asie vers l'Europe et l'Afrique. Parallèlement, l'Iran et les Émirats jouent un rôle de transit crucial dans le contexte de la mise en œuvre du corridor Nord-Sud. À part cela, l'Éthiopie, qui n'a pas d'accès à la mer, se distingue parmi les nouveaux membres de BRICS.

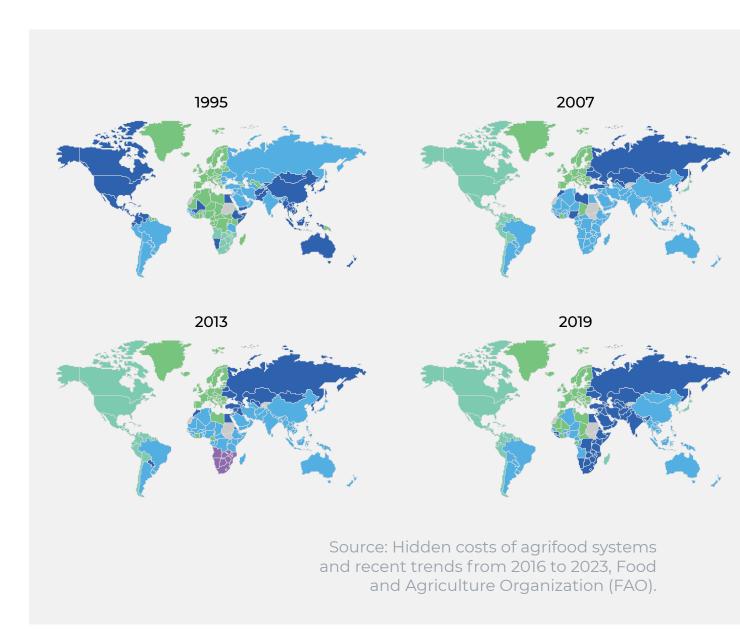


Deuxièmement, alors que la décentralisation du commerce agricole mondial s'est accélérée entre 1995 et 2023, avec le coup d'accélérateur donné par la pandémie de coronavirus, ainsi qu'un affaiblissement (probablement irréversible) du rôle des États-Unis et de l'Europe occidentale en tant que hubs de transport dominants au profit d'une montée en puissance de la Chine, de la Russie et de l'Afrique du Sud, on assiste à une régionalisation de l'ensemble du système commercial. Ce processus a un impact significatif sur la formation d'une nouvelle infrastructure de transport-logistique et de flux de transport.

Après la transformation radicale des systèmes commerciaux mondiaux au cours des dernières décennies, les cinq nouveaux membres de BRICS – l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite – forment désormais un cluster commercial régional commun avec la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud, qui relie l'Eurasie, le Moyen-Orient, le Sud de l'Asie et une part significative de l'Afrique. La Chine joue ainsi un rôle systémique dans un autre cluster commercial, comprenant ses voisins d'Asie-Pacifique.

Il est notable qu'en 2013, un groupe entier de pays membres futurs de BRICS, y compris l'Afrique du Sud, l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats, faisait partie de clusters commerciaux régionaux liés à la Chine et à l'Inde, tandis que la Russie était intégrée dans un autre cluster commercial lié à l'espace post-soviétique et aux pays d'Europe de l'Est.

FIG 3. ÉVOLUTION DES GRAPPES RÉGIONALES DE COMMERCE AGROALIMENTAIRE (1995-2019)



#### FACTEUR 4

#### Perspectives dans le domaine des technologies et des innovations

L'élargissement de BRICS crée une plateforme plus vaste pour le dialogue et la coopération dans le domaine des agrotechnologies et des innovations dans plusieurs directions prometteuses.

Tout d'abord, il s'agit de l'échange de technologies avancées destinées à accroître la productivité de l'agriculture. Les Émirats Arabes Unis, en raison des défis nationaux auxquels le pays est confronté, sont en tête du développement des technologies les plus

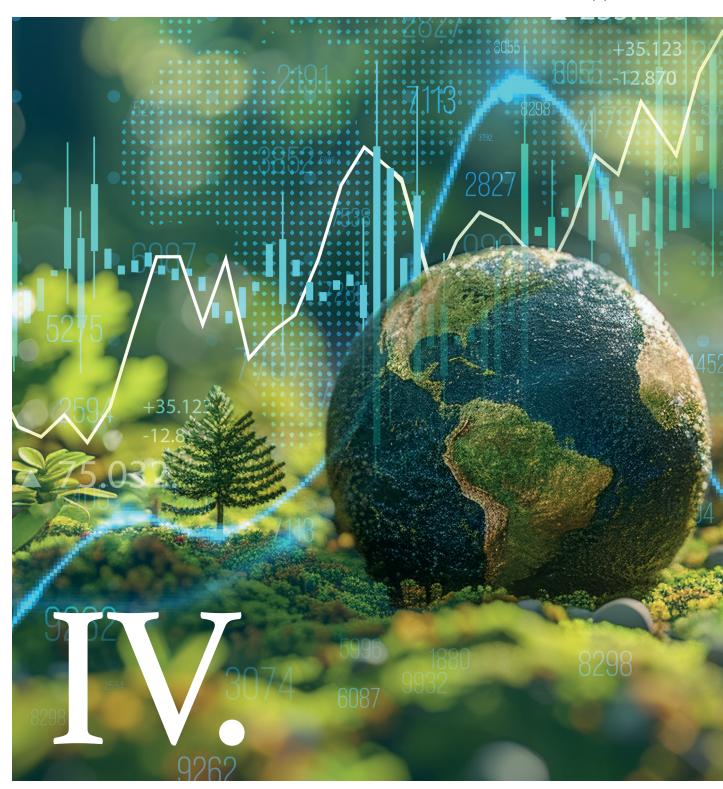
avancées et durables, notamment dans les domaines des fermes verticales, de l'agriculture hydroponique, de la production d'aquaculture et des fermes piscicoles. L'Iran se spécialise dans l'intégration de la robotique et des drones dans les serres et les champs, et dispose également d'un réseau étendu de surveillance par satellite des conditions climatiques. L'Éthiopie se concentre sur la création de grands technopoles agro-industriels pour accroître la productivité et moderniser l'agriculture.

Deuxièmement, de nouveaux marchés prometteurs s'ouvrent pour le financement de start-ups dans le domaine des agrotechnologies. L'Égypte est le deuxième marché de start-ups du continent africain après le Nigéria, mais elle investit encore insuffisamment dans le secteur agricole. Par exemple, en 2021, Le Caire a attiré des capitaux-risques à hauteur de 446 millions de dollars pour financer des start-ups, mais seulement 2 % ont été alloués aux projets agricoles.

Troisièmement, une tâche importante qui pourrait unir les pays de BRICS sur le plan technologique serait la création d'un système numérique unique d'alerte précoce sur le climat pour les exploitations agricoles de petite et moyenne taille, basé sur la collaboration des structures hydrométéorologiques nationales. Un tel système pourrait être extrêmement demandé par les nouveaux membres de BRICS, car il leur permettrait d'accéder à des données satellites avancés et à des technologies de télédétection de la planète pour surveiller et prévenir des cataclysmes climatiques et environnementaux défavorables, y compris des sécheresses et des inondations, ainsi que la prolifération des insectes nuisibles.

Quatrièmement, avec l'élargissement de BRICS, de nouvelles "fenêtres d'opportunités" s'ouvrent pour la coopération dans le domaine des ressources génétiques végétales et animales. Les banques nationales de ressources génétiques accumulées par les pays jouent un rôle important dans la sélection des semences et des aliments, ainsi que dans l'augmentation de la productivité du secteur agricole, car elles assurent la capacité des cultures et de l'élevage à résister aux changements climatiques et environnementaux, ainsi qu'à diverses maladies infectieuses. En particulier, dans le domaine de la culture des plantes, l'Éthiopie se classe cinquième au monde en termes de taille de ses collections de plasma germinatif (échantillons de semences de plantes), derrière la Chine, le Mexique, l'Inde et le Brésil, possédant notamment la plus grande collection nationale de semences de teff (une culture céréalière, une variété de millet) et l'une des plus grandes collections nationales de semences de café.

Cinquièmement, dans le domaine des biotechnologies agricoles, plusieurs pistes prometteuses existent sur lesquelles la coopération dans le format élargi de BRICS pourrait devenir un facteur unificateur supplémentaire. Par exemple, l'Iran est l'un des principaux hubs mondiaux dans le domaine de la bio-pharmaceutique, produisant des vaccins essentiels pour l'élevage. Depuis 1997, la Communauté iranienne de biotechnologie fonctionne en Iran et deux instituts nationaux (l'Institut des vaccins Razi et l'Institut Pasteur) sont des leaders dans la région en matière de production de vaccins.



# ANALYSE DES NOUVEAUX DÉFIS POST-ÉLARGISSEMENT DE BRICS

#### DÉFI 1

#### Les modèles de systèmes nationaux du complexe agro-industriel sont à différents stades de développement

Les systèmes nationaux du complexe agro-industriel des pays membres de BRICS se trouvent à différentes étapes d'évolution. Cela crée une situation où de nombreux participants BRICS sont en phase de "rattrapage" par rapport à d'autres partenaires. Avec l'adhésion de nouveaux participants, ce déséquilibre ne fait que se renforcer.

#### TAB. 5.

MODÈLES DE SYSTÈMES AGRO-INDUSTRIELS COMPLEXES NATIONAUX DES PAYS BRICS (MÉTHODOLOGIE FAO)

Modèle de système agroalimentaire (par ordre d'évolution)	Pays
Crise	Éthiopie
Traditionnel	Inde
En expansion	Égypt
En diversification	Chine, Iran, Afrique du Sud
Émergent	Russie, Brésil, Émirates Arabes Unis, Arabie Saoudite
Industriel	-

Dans les nouvelles conditions, la conduite d'une politique commune et coordonnée sur les plateformes mondiales s'avère difficile, compte tenu des priorités nationales diverses. Les pays de BRICS ont objectivement des secteurs clés assez différents qui ne sont pas alignés, en termes de financement, de subventions et d'autres formes de soutien gouvernemental à l'APC. On note également des différences significatives dans la structure de l'APC. Alors qu'en Chine, la base du secteur agricole est constituée de petites et moyennes exploitations agricoles, en Russie et au Brésil, par exemple, la production est contrôlée par de grandes entreprises agroalimentaires.

De plus, les coûts cachés liés à l'alimentation, qui influencent la formation de la politique de prix intérieure, varient également considérablement. Pour les pays avec un modèle moins développé, y compris l'Égypte, l'Iran, l'Éthiopie, ainsi que l'Inde, une grande partie des coûts cachés est liée au soutien social. Par exemple, les gouvernements de ces pays sont contraints de prévoir

d'importantes subventions pour la production de pain ainsi que pour le combustible nécessaire au transport des denrées alimentaires, afin de maintenir une base de produits alimentaires pour une grande partie de la population pauvre et socialement vulnérable.

Ces pays doivent également supporter des coûts écologiques élevés liés aux catastrophes climatiques, car leurs systèmes agricoles sont plus vulnérables et présentent un faible seuil de résistance aux sécheresses, aux inondations, aux maladies infectieuses, aux invasions d'insectes nuisibles, etc. En particulier, l'Inde, compte tenu de l'ampleur de son économie, supporte les dépenses les plus élevées au monde pour combattre la malnutrition et soutenir les agriculteurs pauvres dans les zones rurales, ce qui constitue les principaux coûts cachés de l'alimentaire dans ce pays.

Pour les pays ayant un modèle plus avancé, tels que la Russie, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et la Chine, la majeure partie des coûts cachés liés à la valeur des produits agroalimentaires concerne l'amélioration de la qualité de l'alimentation, l'augmentation des normes alimentaires et l'assurance d'un régime alimentaire sain, y compris la lutte contre le problème de l'obésité.

La Chine, au regard de son ampleur, est en tête du monde en termes de coûts cachés pour maintenir la qualité des aliments et une alimentation saine, tandis que l'Inde, le Brésil, la Russie et l'Arabie Saoudite figurent également parmi les leaders dans ce domaine. Par ailleurs, les deux nouveaux membres de BRICS, à savoir l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis, sont les plus « problématiques » en ce qui concerne la part de la population souffrant d'obésité, s'élevant respectivement à 41 % et 33 %.

TAB. 6.

COÛTS CACHÉS DU COÛT DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES SELON LES MODÈLES

MODÈLE DE SYSTÈME AGROALIMENTAIRE (PAR ORDRE D'ÉVOLUTION)	COÛTS ENVIRONNEMENTAUX (PART DU PIB, %)	COÛTS DE SANTÉ, ALIMEN- TATION SAINE (PART DU PIB, %)	COÛTS DU SOUTIEN SOCIAL (PART DU PIB, %)	recent trends inization (FAO).
Crise	18	8	17	ems and are Organ
Traditionnel	6	8	8	ood system: Agriculture
En expansion	5	8	1	agrifc and /
En diversification	4	9	0	en costs of 2023, Food
Émergent	3	7	0	Hidd 16 to
Industriel	2	4	0	Source: from 20

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> The term of hidden cost of food is hereafter used in this report in accordance with the FAO methodology, which estimates the economic cost of marginal damage to the environment (greenhouse gas emissions), resources (water, soil) and human health as a result of food production and consumption at the global and national levels.

### DÉFI2

#### Différents niveaux de sécurité alimentaire et de nutrition

Les différences à ce niveau, en particulier entre le groupe des anciens et des nouveaux participants de BRICS, renforcent le déséquilibre dans les priorités nationales de ces pays en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Par exemple, en Éthiopie, la part de la population sous-alimentée atteint presque un quart, tandis que dans le groupe des anciens participants de BRICS, elle n'excède en moyenne pas 6 %. Cela ne signifie pas que les approches des pays de BRICS pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire mondiale sur les plateformes internationales diffèrent a priori, mais elles influencent directement l'établissement des priorités, y compris le financement, la politique sociale, le commerce agricole et les marchés, etc.

En tenant compte de ces différences, les pays de BRICS doivent établir différentes priorités dans leur politique nationale agro-alimentaire, leurs stratégies de sécurité alimentaire et leur positionnement sur les plateformes internationales. Si pour la majorité des anciens participants de BRICS (à l'exception de l'Inde), la question de la sécurité alimentaire au niveau national est globalement résolue, pour un certain nombre de nouveaux participants de BRICS, la lutte contre la pauvreté, la faim et la malnutrition, ainsi que le renforcement de la sécurité alimentaire, restent des problèmes réels et pressants, et un important axe de leur politique agricole.

Un progrès significatif dans la réduction de la part de la population sous-alimentée est observé dans presque tous les pays de BRICS, à l'exception de l'Égypte et de l'Afrique du Sud. En Égypte, le principal facteur de la hausse négative du nombre de personnes souf-frant de la faim ces dernières années a été la croissance dynamique de la population, qui dépasse les taux de production alimentaire, notamment en raison de l'afflux massif de réfugiés en provenance d'autres pays. En Afrique du Sud, la détérioration de la situation en matière de sécurité alimentaire est liée à des problèmes financiers et économiques, à la hausse de la pauvreté et aux effets négatifs des catastrophes climatiques.



TAB. 7.

ANALYSE COMPARATIVE DES PAYS BRICS SELON LA PART DE LA POPULATION SOUS-ALIMENTÉE

Pays	2006 (%)	2023 (%)	
Éthiopie	37%	22%	
Iran	5,4%	6,5%	
Égypt	5,9%	8,5%	
Arabie Saoudite	4,5%	3%	
Émirates Arabes Unis	7,8%	2,7%	
Inde	21,4%	13,7%	(SOFI)
Chine	7,1%	moins 2,5%	ne World FAD.
Brésil	6,2%	3,9%	irity in th O and IR
Russie	moins 2,5%	moins 2,5%	d Insecu
Afrique du Sud	3,4%	8,1%	e of Food PP, UNIC
«Anciens membres» (en moyenne)	8,1%	6%	Source: 2024 State of Food Insecurity in the World (SOFI) report by FAO, WFP, UNICEF, WHO and IFAD.
Mondial	12%	9%	Source



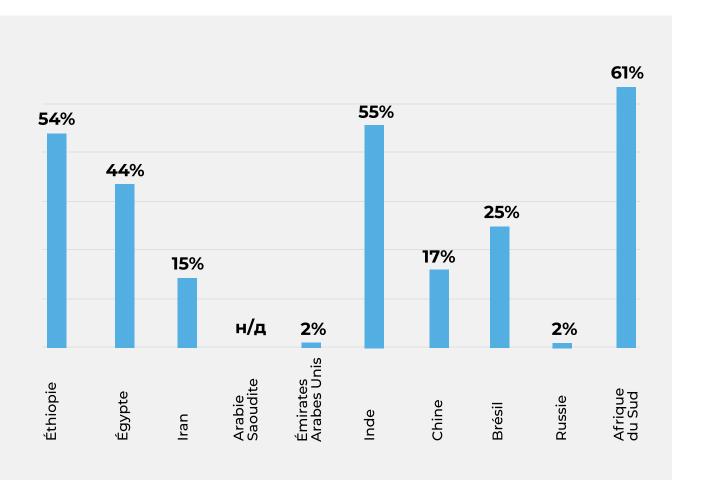
#### DÉFI3

#### Différences dans les normes alimentaires au niveau national

Ce facteur complique objectivement les efforts déployés pour harmoniser la législation douanière, vétérinaire et phytosanitaire, ainsi que pour établir des normes dans le cadre de la nouvelle configuration de BRICS. En particulier, en ce qui concerne l'accessibilité économique et physique d'une alimentation saine (d'un régime alimentaire équilibré) pour la population, les participants de BRICS se situent à des niveaux très différents, et l'ajout de nouveaux membres accentue encore cette disparité, notamment compte tenu de la situation en Éthiopie et en Égypte, où la part de la population n'ayant pas accès à une alimentation saine est très élevée. Ainsi, compte tenu des différents niveaux d'accès à une alimentation de qualité et saine, les pays de BRICS formulent des normes appropriées en matière de sécurité alimentaire.

FIG. 4.

PAYS BRICS, PAR PART DE LA POPULATION N'AYANT PAS ACCÈS À UNE ALIMENTATION SAINE. 2022



Source: 2024 State of Food Insecurity in the World (SOFI) report by FAO, WFP, UNICEF, WHO and IFAD.

# CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le vaste élargissement de BRICS, qui a commencé en 2024 et dont la composition a doublé (de 5 à 10 participants), offre de nouvelles opportunités, perspectives et défis pour la coopération et le positionnement de cette organisation dans le domaine de la sécurité alimentaire, des politiques agro-alimentaires et du développement agricole.

L'analyse comparative du potentiel de BRICS « avant » et « après » en ce qui concerne divers éléments du système agro-alimentaire (ressources en matières premières - production - transformation - consommation), y compris les investissements, les technologies et la science, ainsi que le potentiel humain et économique, a révélé toute une gamme de facteurs de synergie entre les anciens et les nouveaux participants de BRICS, rendant cette organisation plus équilibrée et complémentaire en termes d'intérêts du secteur agricole et de l'agro-industrie.

L'élaboration d'une stratégie globale et exhaustive pour remplacer le Plan d'action de BRICS dans le domaine de l'agriculture 2021-2024, qui se termine en 2024, en tenant compte des nouvelles réalités, des potentiels et des opportunités, sera la pierre angulaire du nouveau partenariat BRICS dans ce secteur. Il est important d'identifier les moteurs de croissance potentiels pour tirer pleinement parti du potentiel inexploité, de créer des liens horizontaux solides entre l'agro-industrie, les communautés académiques et scientifiques des dix pays de BRICS pour une intégration approfondie.

De plus, il serait judicieux de tracer les contours d'un nouveau mécanisme mondial pour promouvoir conjointement les intérêts de BRICS en matière de sécurité alimentaire mondiale et de politiques agro-alimentaires sur les plateformes internationales, y compris les institutions de l'ONU. À terme, une telle nouvelle stratégie pourrait devenir un important pôle d'attraction pour d'autres pays du Sud global, potentiellement intéressés par une coopération approfondie au sein du format BRICS, avec la perspective d'une adhésion future à ce bloc d'intégration.



#### LE RAPPORT A ÉTÉ PRÉPARÉ

Par le Centre nationale de coordination de la coopération internationale dans le domaine des affaires et l'Institut de la Chine et de l'Asie moderne de l'Académie des sciences de Russie.

#### CHEF DE PROJET

Pavel Kuznetsov

#### **ÉQUIPE DE PROJET**

Arsen Vartanyan (auteur du rapport) Maxim Fomin Galina Grigorovskaïa Ekaterina Kopytkova

2024